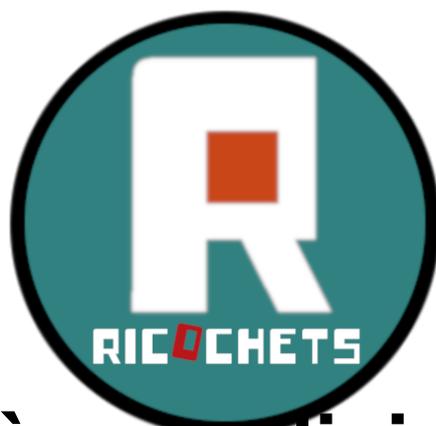
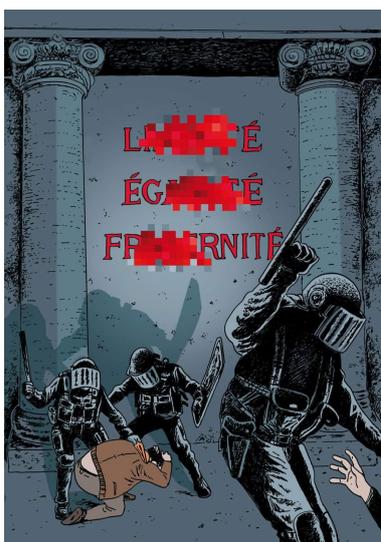


<https://ricochets.cc/Le-systeme-policier-et-ses-brutalites-structurelles-quelques-actus-edifiantes-7891.html>



Le système policier et ses brutalités structurelles : quelques actus édifiantes

- Les Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 13 décembre 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Pour comprendre comment peuvent naître les dictatures dans les pays dits « cultivés » il suffit de suivre l'évolution des classes dirigeantes et de leurs propos en France ou dans un autre régime autoritaire.

Pour comprendre comment les dictatures 2.0 disposent de tous les outils juridiques et policiers pour régner en écrasant toute contestation, il suffit de voir l'arsenal répressif dont les gouvernements français ont doté la « justice », la pléthorique flicaille, les ministères, etc.

Et la France vend à tour de bras ses armes et méthodes de contre-insurrection à des dictatures plus ou moins sanglantes.

En France, un « franc dictateur » n'aurait pas grand chose à créer et à inventer pour pouvoir imposer partout la volonté de son clan en toute légalité, car dans cette fausse démocratie mais vrai régime policier, tout est déjà là, déjà employé ou prêt à l'emploi.

On nous fait peur avec les féroces dictatures d'antan et leurs massacres, mais les dictatures modernes, éventuellement plus lisses, moins sanguinaires, n'en sont pas moins des saloperies sans nom.

Quelques exemples et infos supplémentaires :



Le système policier et ses brutalités structurelles : quelques actus édifiantes

Des nouvelles de l'État policier

Militarisation du matériel, commande massive de grenades, décès au commissariat et textos accablants : quelques nouvelles de la police ces derniers jours, dans un État qui s'enfoncé dans le néofascisme.

Batterie de lanceurs de grenades

Vous avez apprécié le gaz toxique dégagé par une grenade lacrymogène ? Vous avez aimé le fusil distribué en 2016, qui permet aux CRS de tirer jusqu'à 6 grenades en quelques secondes ? Alors vous allez adorer la nouvelle acquisition de l'État français.

Pendant des décennies, les forces de l'ordre ne pouvaient envoyer « que » une seule munition lacrymogène à la fois

avec leurs lanceurs « Cougar » qu'il fallait recharger à chaque tir. **L'usage du lacrymogène est devenu exponentiel - 13.000 grenades avaient été tirées en une seule journée à Paris pour l'Acte 3 des Gilets Jaunes, des dizaines de milliers pendant la réforme des retraites - les autorités veulent augmenter la cadence et leur capacité à saturer l'air de gaz toxique.**

Le journal Politis révèle qu'une nouvelle batterie de canons permet de tirer 12 grenades en un seul tir, à 50, 100 ou 200 mètres. Imaginez une nuée de munitions envoyées en même temps dans une petite rue : asphyxie assurée. **Avec un tel outil, il sera facile de noyer rapidement une vaste avenue ou un champ entier de gaz lacrymogène.**

La première utilisation en France métropolitaine a eu lieu le 19 juillet dernier, dans la Vienne, pour réprimer une manifestation contre les mégabassines. Alors que les écologistes se trouvaient dans un champ, les tirs ont enflammé la paille et provoqué un incendie qui a mis en danger le cortège. Un hélicoptère de la gendarmerie avait même dû avertir les manifestant-es de quitter les lieux.

Cette batterie de canons a été achetée en urgence en mai 2024, pour réprimer la révolte en Kanaky. Politis s'est procuré des documents du ministère de l'Intérieur qui expliquent : « Suite à la crise sécuritaire en Nouvelle-Calédonie, les forces de l'ordre ont un nouveau besoin en lance-grenades multicoups ». Et elles se sont ainsi dotées de cette arme de catégorie A2, classée comme « matériel de guerre ».

Le fabricant a même publié fièrement une photo de cet engin, montée sur un pick-up de gendarmes sur un barrage routier kanak avec la légende : « Notre lanceur multicoups est en place en Nouvelle-Calédonie depuis des semaines ! »

Les canons sont de diamètres 56mm, la taille standard des grenades utilisées pour le maintien de l'ordre. Il est donc possible d'envoyer des salves de munitions de toute nature. **Ces dernières années, ces batteries ont déjà été utilisées au Liban, avec des grenades de fabrication françaises, ou encore contre des manifestations au Sénégal. Et bientôt contre les cortèges dans les grandes villes françaises.**

Enfin, il faut rappeler que le nouveau blindé de la gendarmerie, le Centaure, possède le même type de multi-lanceur de grenades sur son toit, avec deux batteries de 15 canons. Techniquement, il peut donc tirer 30 munitions d'un seul coup. Toujours plus.

27 millions d'euros pour des grenades de désencerclement

Le gouvernement vient de publier un appel d'offres pour acheter pour 27 millions d'euros de grenades de désencerclement. Il s'agit d'un avatar de grenades militaires, provoquant une explosion de 150 décibels - un effet « psychologiquement agressif qui vise à déstabiliser les cibles », disent leurs concepteurs, et propulsant 18 palets en caoutchouc dans toutes les directions. Chacun de ces éclats a une énergie d'impact de 80 joules, ce qui équivaut à dix boules de pétanque lâchées à une hauteur d'un mètre.

Distribuées à partir de 2002 dans la Police Nationale, ces grenades sont désormais tirées par milliers chaque année, provoquant aléatoirement de graves hématomes, des fractures, des mutilations au visage voire, dans certains cas, des comas. 10 blessés graves par cette arme ont été répertoriés. Par exemple le syndicaliste Laurent Théron, éborgné en 2016, ou Gwendal, un Gilet Jaune frappé par un palet au visage à Rennes en 2019.

Lors des Gilets Jaunes justement, le gouvernement avait fait l'acquisition de 40.000 de ces munitions pour compléter

le stock existant. C'était un record à l'époque. La commande qui vient d'être passée représente de 120.000 à 360.000 grenades, quasiment 10 fois plus ! **Un stock inédit par son ampleur ! Le gouvernement se prépare à augmenter encore sa puissance de feu contre sa population.**

Mort au commissariat

Un homme est décédé au commissariat de Rouen suite à un tir de taser, dans la nuit du samedi 16 au dimanche 17 novembre 2024. La police avait été appelée à la suite de « l'appel d'un voisin » qui s'inquiétait du bruit.

L'homme interpellé était agité, selon la version des policiers, qui reconnaissent lui avoir tiré deux coups de taser « à bout portant », qui n'auraient « pas calmé l'individu qui a continué à se débattre ». Pourtant, une fois dans le hall d'accueil du commissariat, l'homme de 38 ans a fait un arrêt cardiaque et a été déclaré mort peu après. Pour se couvrir, le parquet parle déjà d'un « excès de toxiques », c'est-à-dire de drogue, qui aurait causé le décès, en écartant d'emblée l'usage du pistolet électrique.

En janvier dernier en Seine-Saint-Denis, un homme de 30 ans, père de famille, avait été tué par une rafale de tirs de Taser. Pas moins de 18 agents avaient été envoyés, et 6 policiers avaient fait usage de leur Taser, pour 10 tirs. Une série d'impulsions électriques de 50.000 volts, bien plus que ce qu'un corps humain peut supporter. Après deux arrêts cardiaques, la victime était déclaré morte. Et ce décès n'était pas le premier suite à l'usage de cette arme.

Électrocution des testicules

Le 7 novembre, un procès avait lieu au tribunal de Bobigny, pour juger deux policiers. La victime, Aziz, arrêté en avril 2020, avait reçu un coup de taser dans les testicules.

À l'époque, il avait filmé un contrôle de la BAC à Aubervilliers, pendant le confinement. Il avait été embarqué pour cela, officiellement pour un simple « contrôle d'identité ». En réalité, les agents l'avaient forcé à supprimer les images, et lui avaient « taser les couilles » dans leur véhicule, avant de le frapper au commissariat.

Malgré les photos de ses blessures à l'entrejambe, le tribunal a refusé de juger l'acte de torture au Taser. « Seuls trois gestes sont poursuivis dans l'enquête, captés par les caméras de vidéosurveillance à l'intérieur du poste » a expliqué la procureure, qui a rappelé : « Ce qui n'est pas filmé n'existe pas au dossier ». Sans vidéo, aucune chance de faire condamner la police.

La magistrate s'est contentée de demander des peines de prison avec sursis pour les coups qui ont été enregistrés par les caméras du commissariat.

« On l'a défoncé »

Novembre 2020 : le tabassage raciste du producteur noir Michel Zecler, dans son propre studio, par des policiers avait choqué le pays.

Il s'agissait d'une agression caractérisée, en réunion, par des policiers. Ils avaient suivi le producteur jusqu'à son lieu de travail avant de le frapper, de jeter une grenade lacrymogène dans le lieu clos et de braquer les occupants avec des armes à feu. L'un des policiers avait traité la victime de « sale nègre ».

Le système policier et ses brutalités structurelles : quelques acts édifiantes

Si l'affaire a fait du bruit, c'est parce que Michel Zecler avait installé des caméras dans le studio : la scène avait été intégralement filmée. Elle était donc incontestable.

La victime avait eu plus de 45 jours d'ITT et un tendon sectionné. Pourtant, dans leur PV d'interpellation, les policiers assuraient que Michel Zecler avait refusé le contrôle d'identité et les aurait frappé. Ils auraient donc répliqué « en légitime défense ». Les agents avaient ainsi porté plainte contre leur victime. C'était sans savoir que tout était filmé, faisant voler leur version en éclats.

Quatre ans après, les investigations sont terminées. Médiapart révèle que l'enquête sur les téléphones des policiers a découvert des textos accablants. On y trouve des messages WhatsApp dans lesquels un policier se vante notamment d'avoir « défoncé » Michel Zecler, ajoutant « Le mec n'a porté aucun coup, il s'est juste débattu ».

Un autre déclare : « Le mec était bien amoché ». Son collègue regrette de ne pas avoir davantage frappé ce « gros gros bâtard » : « En vrai, pas suffisamment, on n'a pas été méchant je trouve ». « Punaise, quel bâtard. J'espère il a pris quand même », lâche une policière dans un autre groupe WhatsApp. « Oui oui mais pas suffisamment à mon goût ».

Au milieu d'un flot d'insultes contre la victime, un agent explique : « On l'a défoncé mais le mec il sentait rien c'était ouf. Là on est emmerdés parce qu'il a un bon avocat ». À propos des prétendues « blessures » que les policiers avaient évoqué dans leur plainte, un agent rassure un collègue : « Oui tkt jai la main gonfle pq jai tapé le mec ».

Dans ces téléphones, un des agents mis en cause possédait un montage photo avec George Floyd, étouffé sous le genou d'un policier aux USA, accompagnée de la phrase « quand tu dégonfles ton matelas en fin de soirée ». Voilà le genre de montage ignoble qui circule chez des policiers mis en cause pour un tabassage raciste. Dans un téléphone expertisé, les experts disent aussi avoir trouvé « une vidéo "humoristique" sur la victoire de Marine Le Pen à l'élection présidentielle ».

L'actualité quotidienne le confirme chaque jour : la police est une milice d'extrême droite, suréquipée et au service des riches.

- ▶ La source, avec des liens en compléments : <https://contre-attaque.net/2024/11/26/des-nouvelles-de-letat-policier/>



Le système policier et ses brutalités structurelles : quelques acts édifiantes

Frontex a 20 ans : vu sur les murs de Nantes

Des créations contre l'Europe forteresse

<https://contre-attaque.net/2024/10/06/frontex-a-20-ans-vu-sur-les-murs-de-nantes/>

Cette semaine du 30 au 6 octobre avait lieu l'anti-Fête des 20 ans de Frontex, appelée par Abolish Frontex. Frontex, contraction de Frontières extérieures, agit au sein des pays de l'Union Européenne pour la répression aux frontières, mais coopère aussi avec des pays frontaliers de l'Union Européenne comme le Royaume-Uni, les pays des Balkans, la Turquie, la Libye et coordonne les expulsions avec plus de 30 pays en Afrique.

Cette semaine a aussi été celle d'un nouveau drame dans la Manche. Dans la nuit du vendredi 4 au samedi 5 octobre, quatre personnes ont encore perdu la vie, dont un enfant de deux ans. Les frontières tuent les personnes en migration sans distinction.

Bruno Retailleau, nouveau Ministre de l'Intérieur d'extrême droite sans légitimité, a feint dans un tweet d'être touché par cette nouvelle tragédie : « Épouvantable drame qui doit tous nous faire prendre conscience de la tragédie qui se joue ». Il a ensuite considéré que « Les passeurs ont le sang de ces personnes sur les mains et notre gouvernement intensifiera la lutte contre ces mafias qui s'enrichissent en organisant ces traversées de la mort ». Son analyse est incomplète : Retailleau oublie de mentionner que ce sont les politiques menées par la France, toujours plus répressives et discriminatoires à l'égard des exilé-es, ou l'Union Européenne qui en sont responsables.

L'UE finance Frontex dans ses exactions. Frontex, ce sont 29.442 personnes noyées depuis 2014, la coordination de 104.000 expulsions depuis 2006. Ce sont aussi des pratiques qui mettent en danger directement les personnes à bord des bateaux avec des push-back violents, ou sur terre par des chasses à l'homme nocturnes accompagnées de chiens.

Face à la contre-information constante des gouvernements successifs, des messages apportant des précisions ont été aperçus sur les murs de Nantes cette semaine. Un message était directement adressé à Frontex.

Article qui détaille 20 ans d'activité de Frontex :

<https://contre-attaque.net/2024/09/30/frontex-20-ans-de-violations-des-droits-humains/>

Nouvelles du front du maintien de l'ordre

Désarmons-les publie la troisième édition de sa brochure « Les armements du maintien de l'ordre » que nous déclinons ici en 3 parties. Il sera d'abord question de doctrine générale, des nouveaux moyens motorisés comme les blindés anti-émeutes et les engins lanceurs d'eau (partie 1), ensuite une revue de détail des gaz lacrymogènes qui ont fait l'objet d'une méga commande en 2023, l'apparition de lance-grenades multicoups montés comme des batteries d'artillerie, ainsi que des nouveaux lanceurs LBD, des munitions cinétiques dernier cri comme le « bean bag », et une note sur les produits marquants codés (partie 2). Dans un 3e article, nous aborderons la question des grenades offensives à effet combinés, toujours aussi mutilantes, qui ont fait l'objet de grosses commandes récemment, pour finir sur le bilan funèbre des pistolets électrocutants (partie 3).

► Télécharger la brochure complète « Les armements du maintien de l'ordre » :

<https://desarmons.net/ressources/brochures-desarmons/>

1. [Nouvelles du front du maintien de l'ordre : stock de matraque en hausse, blindés anti-émeutes et canons à eau dernier cri \[part 1\]](#)
2. [Nouvelles du front du maintien de l'ordre : batteries de grenades lacrymo, la relève du LBD, nouvelles munitions cinétiques \[part 2\]](#)
3. [Nouvelles du front du maintien de l'ordre : grenades offensives, bombes tactiques et torture électrique \[part 3\]](#)

Affaire Michel Zecler : des messages retrouvés dans les téléphones des policiers mettent un peu plus à mal leur version

Alors que le procès-verbal écrit par les policiers dénonçait des violences de la part du Martiniquais, les messages laissent entendre l'inverse. Celui dont les blessures sont censées être les plus graves écrit par exemple : « Oui tkt j'ai la main gonfle pq j'ai tape le mec ». Un autre répond à l'un de ses contacts, qui s'inquiète de ses blessures : « J'ai rien ». Une blessure imaginaire qui lui a pourtant valu deux jours d'interruptions temporaires de travail (ITT). Mesurées en jours, les ITT permettent aux magistrats d'évaluer la gravité des violences qu'a subies une personne, et donc de fixer la sanction en conséquence.

Les blessures subies par Michel Zecler lors de son passage à tabac sont bien plus graves, évaluées à 45 jours d'ITT. « En vrai, pas suffisamment, on n'a pas été méchant je trouve », commente pourtant par message l'un des policiers, en référence aux blessures du producteur.

▶ voir

<https://la1ere.francetvinfo.fr/affaire-michel-zecler-des-messages-retrouves-dans-les-telephones-des-policiers-mettent-un-peu-plus-a-mal-leur-version-1538779.html>

DIVERS

- [Violences policières : de plus en plus d'enquêtes, de moins en moins de poursuites](#) - En dépit de l'acharnement des autorités à masquer l'ampleur du contentieux entre la population et sa police, les chiffres démontrent que la part des auteurs « non identifiés » dans les enquêtes ouvertes par la justice pénale ne cesse de croître. Une rupture a eu lieu sous Macron.
- [A69 : les gendarmes de la Cnamo mis en cause dans les chutes graves de militants](#) - En chutant, certains ont frôlé la mort. Bien des « écureuils » opposés à l'A69 craignent les gendarmes de la Cnamo, censés les déloger de la cime des arbres. Enquête sur une cellule jugée incompétente et dangereuse. (...) « La gendarmerie travaille scrupuleusement sa communication, sourit Loïc Faucoup, de l'Observatoire des pratiques policières, fondé notamment par la Ligue des droits de l'Homme (LDH). À en croire cette description, le commun des mortels s'imaginerait des militaires d'élite aux capacités supérieures. Pourtant, il suffit de les observer un peu pour s'apercevoir de la supercherie. » (...) Le 27 septembre, une commission d'enquête de la LDH a justement publié une analyse minutieuse des opérations des forces de police menées sur l'A69 entre février et septembre 2024. Quatre-vingt-quatre pages de témoignages poignants et d'observations glaçantes, entre menaces de viol, privation d'eau, matraquage et autres traitements inhumains. Si les auteurs ne prévoyaient pas de s'intéresser en détail à la Cnamo, de nouveaux éléments les ont poussés à orienter la fin de leurs travaux sur la fameuse cellule. (...) Alors comment des opérations menées par une unité spécialisée de la gendarmerie, dont l'étendard est la sécurité, ont-elles pu conduire à de telles mises en danger ? Aux yeux de Reva, élagueur de métier, les sous-officiers de la Cnamo manquent cruellement de compétences : « Je crois sincèrement que ces hommes n'ont reçu aucune formation sur la grimpe d'arbres. Ils sont démunis, maladroits et c'est assez ridicule à voir. » Mousquetons mal fermés, points d'ancrage oubliés, nacelle surchargée... L'expert déplore les entorses répétées

aux mesures de sécurité. (...) « Tous les officiers supérieurs de la gendarmerie ont défilé sur l'A69. Ça veut bien dire que l'État sait ce qu'il s'y trame. Je crois même qu'il s'agit pour eux d'expérimenter de nouvelles méthodes d'intervention, poussées un cran plus loin. »

- [Appel à soutien devant le tribunal pour un camarade viré d'audience en juillet 2023 pour un tshirt](#) (...) C'est à ce moment-là que nous avons pu apercevoir qu'un t-shirt n'était pas accepté, mais que les tatouages visibles néonazis de l'un des flics du tribunal étaient apparemment autorisés. Malgré que notre camarade ait accepté de mettre une veste pour cacher son t-shirt et de donner ses papiers d'identité, celui-ci sera conduit en garde à vue pour 48 heures.
- [Le 6 décembre 2018 : la rafle des lycéens de Mantes-la-Jolie](#) : Ce sont des images de guerre civile qui avaient choqué la France. Elles datent du 6 décembre 2018, il y a 6 ans maintenant, au plus fort du mouvement des Gilets Jaunes, à Mantes-la-Jolie.
Des dizaines de lycéens mineurs, à genoux, menottés, les mains sur la tête, entourés par des policiers qui les humilient et parfois les frappent. Une rafle. Les policiers avaient filmé la scène et l'un d'eux avait commenté en ricanant : « Voilà une classe qui se tient sage ». (...) **L'affaire de Mantes-la-Jolie fait partie des centaines d'enquêtes ouvertes pour violences policières lors des Gilets Jaunes. À ce jour, pas une seule d'entre elles n'a débouché sur quoique ce soit. En revanche, des dizaines de policiers qui ont exercé la répression pendant les Gilets Jaunes ont été médaillés dès 2019 par le gouvernement.**
La jeunesse, quant à elle, subit une répression policière toujours plus insupportable. Et elle paie le prix fort de toutes les offensives néolibérales et liberticides du pouvoir - précarisation du travail, casse de l'éducation, embrigadement militariste dans le SNU.
Autant d'attaques qui visent à la « tenir sage », la privant d'avenir et d'espoir.
- [Nancy : des fascistes attaquent une manifestation, les antifascistes sont poursuivis](#) - Entretien avec le comité de soutien des inculpés 1312, à propos de la situation à Nancy et des complicités des autorités avec l'extrême droite.



Le système policier et ses brutalités structurelles : quelques actus édifiantes

Un homme jeté d'un pont : au Brésil, une police ultra-violente

Sans caméra, cet acte hallucinant commis par un policier n'aurait jamais pu être prouvé. Les images ont été rendues publiques, entraînant une vague de manifestations au Brésil.

À Sao Paulo, la plus grande métropole brésilienne, dans la nuit du dimanche 1er décembre, un policier militaire tient un homme qu'il vient d'interpeller sur un pont. Les forces de l'ordre intervenaient pour faire cesser une danse dans la rue. Mais sans autre forme de procès, par surprise, l'agent soulève l'homme arrêté par la jambe et le fait glisser par dessus le rebord. Ses collègues regardent et laissent faire. Ils n'ont même pas l'air surpris.

Le père du jeune homme a raconté la suite à la chaîne TV Globo : son fils est tombé la tête la première en contrebas, heurtant le sol situé trois mètres sous le pont. Il a miraculeusement survécu, et a été secouru par des sans abris, qui ont permis une prise en charge à l'hôpital.

La diffusion de la vidéo des faits a donc provoqué un choc sur les réseaux sociaux et engendré des protestations contre les violences policières. Ce qui a poussé le gouverneur à demander le placement en détention du policier concerné, et la mise à pied de ses douze collègues présents sur place. Il faut dire que l'agent responsable avait déjà été mis en cause pour un meurtre. Une affaire classée sans suite.

Ce crime est loin d'être isolé à Sao Paulo. Début novembre, des images montraient un policier militaire tirer onze fois dans le dos d'un jeune homme noir dans un supermarché. Quinze jours plus tard, les bandes de surveillance d'un hôtel montraient un policier en train de tuer un étudiant d'une balle dans le ventre. Un enfant de 4 ans avait été abattu par un tir policier lors d'un échange entre policiers et trafiquants. Au moins 580 personnes ont trouvé la mort lors d'interventions policières dans l'État de Sao Paulo entre les mois de janvier et septembre 2024, soit une augmentation de 55% par rapport à l'année précédente.

À la tête de cet État depuis le 1er janvier 2023, on trouve le politicien d'extrême droite Tarcísio de Freitas. Celui qui est le nouveau gouverneur de Sao Paulo a été ministre et membre du cabinet de l'ancien président Jair Bolsonaro. Il se dit partisan du rétablissement de la monarchie et appelle à « tuer » les criminels. Son élection a décomplexé encore davantage l'usage de la violence par la police brésilienne, qui est déjà la plus meurtrière de la planète.

Entre 2015 et 2019, environ 25.000 brésiliens-es ont été tués-es par des policiers. 6.429 personnes sont mortes lors d'interventions de police rien qu'en 2022, soit une moyenne de 17 personnes par jour.

Le mode opératoire des forces de l'ordre ? La guerre. Des unités militarisées issues de la période de dictature entrent dans les favelas avec des blindés et des armes de guerre, et tirent sur tout ce qui bouge. À Rio des milices composées d'anciens policiers ont même pris le contrôle de quartiers entiers et font régner la terreur.

Parmi les crimes sécuritaires atroces qui ont défrayé la chronique au Brésil, la mort de Thiago Menezes Flausino, âgé de 13 ans, tombé sous les balles de la police dans une favela de Rio, dans le célèbre quartier de la Cité de Dieu l'an dernier. Peu de temps après, une petite fille de 5 ans, Eloá Passos, était tuée d'une balle perdue alors qu'elle était chez elle lors d'une autre opération de la police dans la même ville. En une semaine, au moins 45 personnes étaient mortes lors de ces opérations destinées à lutter contre le trafic de drogue. Dans l'État de Bahia au nord du pays, une seule opération a tué 19 personnes début août 2023.

Le 25 mai 2022, une vidéo prise dans le Nordeste du Brésil montrait des policiers placer un homme noir et handicapé dans le coffre de leur voiture, avant de jeter une grenade lacrymogène à l'intérieur. La victime était morte asphyxiée dans d'atroces souffrances, en plein jour, au milieu des passants.

Le 14 mars 2018 Marielle Franco, une conseillère municipale de gauche de la ville de Rio de Janeiro, ainsi que son

chauffeur étaient assassiné-es à coups de mitraillette dans leur véhicule. La jeune élue noire se battait pour la justice sociale, contre le racisme et les violences policières. Elle était la voix des démunis de la ville. Après plusieurs mois d'enquête, trois chefs miliciens ont été identifiés comme responsables de son assassinat. Deux étaient des anciens policiers.

Le personnage central, Adriano da Nobrega, était un ancien policier du BOPE - une troupe d'élite meurtrière de la police - en fuite depuis 2019 et proche de la famille Bolsonaro.

Les violences systémiques de la police brésilienne sont légitimées dans l'opinion par toute une industrie médiatique. Les films « Tropa de elite » montrent en deux opus les actions musclées de la police militaire et ont connu un succès immense. Ces films restent une référence dans l'imaginaire de la droite brésilienne. Les BOPE sont aussi mis à l'honneur dans le jeu vidéo « Tom Clancy's Rainbow Six : Siege », comme s'ils étaient des héros.

Le jet d'un homme au-dessus d'un pont pour avoir dansé ou la mise à mort d'une personne handicapée nous choquent, mais la situation brésilienne est-elle si éloignée de celle de la France ?

Le 2 août 2019, un policier français, avait été photographié lors d'une manifestation en hommage à Steve, devant les locaux de l'IGPN à Paris, portant un T-Shirt avec un gros logo du BOPE. La police militaire du Brésil, qui inspire donc les factions radicalisées de la police française.

Plus récemment, nous avons vu dans les rues françaises un mode opératoire en tous points ressemblant à l'action des escadrons de la mort brésilien : l'État français a déployé des forces anti-terroristes comme le RAID et la BRI contre des populations civiles après le décès de Nahel. Les images d'agents cagoulés, lourdement armés et montés sur des véhicules blindés, tirant au fusil à pompe au hasard dans les rues de Marseille ou de Lille auraient pu être filmées à Rio ou Sao Paulo.

Le Brésil est un modèle à suivre pour les autorités françaises

Plus troublant encore, l'État français vient de commander des munitions fabriquées au Brésil et utilisées par sa police. En novembre 2023, un énorme achat de grenades pour le maintien de l'ordre a été passé à la firme Condor, qui équipe les agents du Brésil, et qui fabrique une grenade à « effets combinés », qui explose en provoquant un blast sonore et déclenche un flash lumineux, destiné à aveugler.

Il semble donc que le Brésil soit un modèle à suivre pour les autorités françaises. En 2021, le syndicat d'extrême droite « France Police » réclamait que notre pays « s'inspire du modèle brésilien et Philippin » estimant que le président Bolsonaro obtient d'excellents résultats en ayant donné carte blanche à la police pour reprendre le contrôle des zones de non droit ». **Le syndicat France Police est dirigé par un membre du Rassemblement National, qui prétend gouverner le pays.**

Le Brésil est l'un des pays les plus inégalitaires et violents au monde, où règne une ségrégation sociale et raciale généralisée, et où l'ordre ne s'obtient que par la violence. Voilà ce qui inspire une partie de l'échiquier politique français et de ses forces de répression.

► source, avec des liens :

<https://contre-attaque.net/2024/12/08/un-homme-jete-dun-pont-au-bresil-une-police-ultra-violente/>